

Communiqué de l'AG des personnels du Lycée Jacques Brel, La Courneuve, 9 décembre

En grève contre une réforme inégalitaire et pour des retraites solidaires

Les personnels du lycée Jacques Brel, réunis en Assemblée générale lundi 9 décembre, ont voté à l'unanimité moins deux abstentions pour une **grève reconductible jusqu'au retrait de la réforme des retraites** telle que présentée par le rapport Delevoye.

Jeudi 5 décembre, 73% des enseignants du lycée étaient en grève. Deux jours plus tôt, le ministre avait tenté de rassurer les enseignants et les enseignantes sur l'impact de la réforme des retraites dans une lettre dans laquelle il promettait une « revalorisation salariale permettant de garantir un même niveau de retraite pour les enseignants que pour des corps équivalents de la fonction publique ». Or, selon l'INSEE, le salaire moyen des professeurs est inférieur de 900€ à celui des corps équivalents de la fonction publique. Le rattrapage correspondrait à une dépense de 10 milliards d'euros par an pendant quinze ans, alors même que le président Macron, à Rodez, avait repoussé l'idée d'une petite phrase mesquine.

Jean-Michel Blanquer s'est depuis livré à de nouvelles provocations médiatiques destinées à rabaisser l'image des professionnels de l'éducation dans l'opinion, pendant que sa politique continuait. Heureusement, cela ne prend pas, et la population soutient massivement le mouvement contre cette réforme visant à détruire le système des retraites par répartition.

Nous avons appris à ne pas croire les engagements du ministre : il ne devait pas y avoir de grande réforme Blanquer, il y en a eu une ; les moyens ne devaient pas baisser, on a pris ailleurs pour financer les dédoublements (incomplets) dans le premier degré ; **les salaires des enseignants devaient augmenter, le point d'indice est toujours gelé ;** la réforme du lycée (menée contre tous les acteurs de l'éducation comme le vote au CSE l'avait démontré) devait être prête pour la rentrée 2019, ce n'est clairement pas le cas.

Le ministre de l'Éducation Nationale n'est pas le seul à mentir pour saborder le service public. Les récentes révélations journalistiques sur les conflits d'intérêts de Jean-Paul Delevoye ainsi que sur l'influence des fonds de pension américains et des grands groupes de l'assurance sur le président de la République et le gouvernement rappellent que le pouvoir exécutif actuel cherche à privatiser tout ce qui peut l'être, au bénéfice des plus riches et au détriment des solidarités, de l'efficacité du service public, et du bien-être des habitant-es de notre pays.

Nous ne lâcherons pas. Pour nos collègues, pour nos élèves, pour leurs parents, nous poursuivrons notre mouvement jusqu'au retrait d'une réforme inutile, inégalitaire et violente.

Les personnels grévistes et solidaires du lycée Jacques Brel (La Courneuve).